

Ne sacrifions pas l'avenir énergétique de la France sur l'autel des manœuvres politiques du RN

Dans les prochains jours, l'avenir climatique, énergétique et économique de la France va se jouer à l'Assemblée nationale à travers l'examen de la proposition de loi dite « Gremillet », du nom du sénateur Les Républicains (LR) qui l'a déposée au Sénat en avril 2024, après plus de deux ans d'attente.

Le gouvernement Bayrou cède à nouveau aux pressions du RN

Les précédents gouvernements Borne, Attal et Barnier ont catégoriquement refusé tout débat et toute loi de programmation énergie et climat (LPEC) au Parlement par crainte de ne pas obtenir de consensus politique ou de perdre le contrôle sur les orientations stratégiques. Depuis le discours de Belfort en février 2022, les orientations énergétiques du pays ont été définies unilatéralement par l'exécutif, sans véritable débat démocratique. Ni la guerre en Ukraine, ni la crise énergétique de l'hiver 2022-2023, ni l'accélération des événements climatiques extrêmes n'auront infléchi cette trajectoire portée par le président de la République à Belfort, centrée sur la relance de l'atome : la construction de six voire 14 réacteurs nucléaires EPR2, dont le premier, dans une vision très optimiste, verrait le jour en 2038, pour une faisabilité réelle et un coût [à date de plus de 100 milliards d'euros pour six EPR2](#).

Le passage de ce texte « Gremillet » au Parlement n'est pas le signe d'un regain démocratique. Il est avant tout un bras de fer politique face à la menace brandie par le Rassemblement national (RN) de censurer le Premier ministre, François Bayrou, si le texte n'allait pas dans le sens du tout nucléaire et vers un recul du développement des énergies renouvelables. En témoigne cette menace de Jean-Philippe Tanguy : « *Si la loi finalement adoptée ressemble à cette*



Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), nous n'hésiterons pas à censurer le gouvernement. »

C'est donc dans ce contexte que l'avenir énergétique et climatique de la France doit être débattu alors que le Premier ministre semble affaibli devant les exigences du RN, un parti aux positions climatosceptiques, racistes, réactionnaires, populistes, et totalement incompetent en matière de politique énergétique.

Le texte de loi présenté pourrait parfois se confondre avec un document de stratégie d'EDF tant il reprend, sans nuance, l'ensemble des revendications des partisans de l'atome : obligation de maintenir la part du nucléaire à plus de 60 % de la production électrique en 2030 et à plus de 50 % en 2050, développement de 27 GW de nouvelles capacités nucléaires d'ici 2050 (soit près de 17 EPR2), maintien et renouvellement des installations de retraitement du combustible, allègement des procédures juridiques et administratives pour les projets nucléaires, renforcement des sanctions contre les lanceurs d'alerte, soutien au programme de petits réacteurs modulaires (SMR) et de réacteurs de quatrième génération...

Les grandes absentes du texte et grandes détestées du RN : les énergies renouvelables

Les faits sont là : alors que le nucléaire ne peut répondre ni à la crise climatique ni aux enjeux énergétiques, il est au cœur de ce texte, ne laissant qu'une place marginale aux énergies renouvelables, à la sobriété ou à l'efficacité énergétiques.

Pourtant, les chiffres sont édifiants : l'éolien et le solaire connaissent un essor fulgurant. Au niveau mondial, l'ensemble des réacteurs nucléaires mis en service depuis le début du siècle produisent moins d'électricité annuellement que les éoliennes et les panneaux solaires installés sur la seule année 2024. En Europe, les renouvelables mis en service depuis 2019 ont permis d'éviter l'importation de 59 milliards d'euros d'énergies fossiles, dont 53 milliards de gaz fossile (dont une partie issue de la Russie).

La France doit impérativement adapter sa stratégie en réorientant les investissements massifs du nucléaire vers ces leviers d'actions rapides à mettre en



place, à un coût moins élevé et permettant de réduire au plus vite nos dépendances aux importations fossiles.

Le Parlement face à ses responsabilités : l'heure de faire rempart face au RN

Les questions qui se posent désormais sont claires : que fera donc François Bayrou et son gouvernement ? Quelles orientations les député·es EPR (sic), Modem, Horizons, LR entendent-ils suivre ? Continueront-ils têtes baissées dans la relance du nucléaire au risque de négliger les piliers incontournables de la transition énergétique : énergies renouvelables, mesures d'efficacité énergétique et d'électrification des transports, des bâtiments, de l'industrie ? Oseront-ils interroger la faisabilité de la construction de six EPR2 tout en tenant compte des incohérences budgétaires que nous dénonçons inlassablement : le délai démesuré et les coûts exorbitants de ce projet qui menacent la compétitivité de notre économie ainsi que nos finances publiques ?

Le RN a d'ores et déjà imposé ses priorités et remporté la première bataille de l'agenda politique. La balle est maintenant dans le camp des ministres et des député·es. Ils ne doivent pas céder encore une fois aux pressions politiques et au populisme du RN. C'est par les choix structurants qu'ils feront aujourd'hui que se dessinera l'avenir climatique, énergétique et économique de la France.

Greenpeace France